

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(GARD)**

ACCORD DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997153M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Gard,

D'une part, et

Le SGA CFDT Gard-Lozère ;

Le FNAF CGT du Gard ;

La FGTA CGT-FO du Gard ;

La CFTC-Agri Gard-Lozère ;

Le SNCEA CFE-CGC, section du Gard,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de mettre en place un régime de prévoyance au niveau départemental comme le permet l'accord national du 10 juin 2008 relatif à la protection sociale complémentaire en agriculture et à la création d'un régime de prévoyance garantissant des prestations en matière de garantie décès, d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente. Cet accord annule et remplace les dispositions de l'accord du 19 juillet 1978 modifié par l'avenant n° 5 du 27 mars 1990.

Les partenaires sociaux signataires entendent ainsi :

- permettre aux salariés des entreprises et exploitations agricoles du Gard de bénéficier d'une couverture prévoyance en offrant un niveau de garanties supérieur à l'accord national du 10 juin 2008 ;
- favoriser la fidélisation des salariés et renforcer l'attractivité de la branche professionnelle ;
- conserver la maîtrise du régime de protection sociale au niveau local.

Le présent accord est un accord autonome de la convention collective des exploitations agricoles du Gard du 1^{er} avril 2003.

Article 1^{er}

Champs d'application

Article 1.1

Champ d'application professionnel

Sont visés, de manière obligatoire, par le présent régime l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres, y compris les apprentis, des exploitations agricoles de polyculture, élevage de quelque nature que ce soit, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, ainsi que dans les établissements de toute nature dirigés par les exploitants agricoles en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ou dans les structures d'accueil touristique qui ont pour support l'exploitation, et cela quelles que soient les formes juridiques adoptées et en général des cultures spécialisées, qui ne sont pas des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut législatif et réglementaire.

Article 1.2

Champ d'application territorial

Le présent accord détermine les conditions de couverture prévoyance dans les entreprises visées à l'article 1.1 sises dans le département du Gard, et dont :

- soit le siège, représenté par des bâtiments d'exploitation ou des bureaux ;
- soit les terrains de culture ou les chantiers,

sont situés sur le territoire du département du Gard.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du 1^{er} janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date.

En tout état de cause, le présent accord s'imposera à compter du 1^{er} janvier 2010 aux employeurs et salariés ressortissant à des entreprises adhérentes aux organisations signataires.

Le présent accord s'appliquera pour les entreprises non adhérentes le premier jour du mois civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension de l'accord si celle-ci devait intervenir après le 1^{er} janvier 2010.

Le présent accord pourra également, préalablement à son extension, être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à des entreprises non adhérentes aux organisations signataires.

Par ailleurs, le régime établi par le présent accord ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

Cet accord remplace l'article 4 et l'article 2 de l'accord de retraite complémentaire et de prévoyance du 19 juillet 1978, modifié par l'avenant n° 5 du 27 mars 1990, qui seront abrogés avec effet au 1^{er} janvier 2010. Les dispositions de l'accord précité concernant la retraite complémentaire ne sont pas abrogées.

Article 3

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non cadre relevant du champ d'application du présent accord. L'appréciation de l'ancienneté sera détaillée pour chacune des garanties.

Cas d'exclusion

En sont exclus :

- les cadres et personnels ressortissant à la convention collective nationale du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de complémentaire santé défini dans la convention précitée ;
- les catégories particulières de salariés (VRP, par exemple) ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles.

Article 4

Garanties

Les organisations signataires précisent que cet accord a pour objectif de mettre en place un régime de prévoyance garantissant à tous les bénéficiaires les prestations définies ci-dessous.

Garantie décès

Sans condition d'ancienneté dans l'entreprise, en cas de décès, quelle qu'en soit l'origine (à l'exception des exclusions inhérentes à l'organisme gestionnaire), il est versé aux ayants droit du salarié, conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut. Le montant de ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge.

Il sera aussi versé une rente d'éducation pour orphelin. Le montant annuel de cette rente est égal à :

- 50 points pour les orphelins âgés de 0 à 12 ans ;
- 75 points pour les orphelins âgés de 13 à 18 ans ;
- 100 points pour les orphelins âgés de 19 à 26 ans (la valeur du point est de 20,84 € au 1^{er} septembre 2009).

Les enfants orphelins de père et de mère bénéficieront d'un doublement de la rente d'éducation.

Par ailleurs en cas de décès du salarié, du conjoint ou d'une personne à charge l'organisme gestionnaire verse une allocation de frais d'obsèques égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale dans la limite des frais réels.

En cas d'invalidité permanente et absolue du salarié, l'organisme gestionnaire verse par anticipation 100 % du capital décès défini ci-dessus.

Ce versement est effectué à condition que le salarié en fasse la demande, indépendamment de la rente d'invalidité ou d'incapacité qui lui sera servie. Le décès postérieur du salarié n'ouvre plus droit alors au capital décès.

Garantie incapacité temporaire

1. Complément de rémunération

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, et à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité auprès de l'employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole, au titre des indemnités journalières ;

Le salarié bénéficiera :

- à compter du 7^e jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle,

des indemnités journalières complémentaires prévoyance de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire de la période retenue pour le calcul des indemnités journalières légales pendant une durée de :

- 45 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 1 et 6 ans ;
- 60 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 6 et 11 ans ;
- 75 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 11 et 16 ans,
- 90 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 16 et 21 ans,
- 105 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 21 et 26 ans ;
- 120 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 26 et 31 ans ;
- 135 jours pour les salariés ayant plus de 31 ans d'ancienneté.

Lors de chaque arrêt de travail, il est tenu compte du nombre de jours indemnisés pour le même risque (maladie ou accident du travail) au cours des 12 mois précédents de telle sorte que si plusieurs absences ont été indemnisées au cours de cette période, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celles prévues ci-dessus.

Dans tous les cas, l'indemnisation globale nette du salarié (indemnités légales + indemnités complémentaires) ne pourra excéder le salaire net que le salarié aurait perçu s'il avait travaillé.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées pour le compte de l'organisme gestionnaire, par la caisse de mutualité sociale agricole, soit aux salariés bénéficiaires de la garantie, conjointement aux indemnités journalières légales et selon la même périodicité, soit à l'employeur dans le cas d'une demande de subrogation.

Cotisations sociales

Les cotisations sociales patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées directement à la caisse de mutualité sociale agricole par le prestataire.

La part salariale des cotisations sociales dues sur le complément de rémunération est prélevée sur le montant de ces indemnités journalières, qui sont versées nettes de cotisations, de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au redressement de la dette sociale (CRDS).

2. Relais du complément de rémunération

Pour chaque jour d'arrêt de travail intervenant après le dernier jour ayant donné lieu à versement du complément de rémunération par l'employeur, en application des dispositions décrites ci-dessus, le salarié en arrêt de travail bénéficiera d'une indemnité journalière égale à 25 % du salaire journalier de référence, et ce jusqu'à la reprise du travail ou jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail au plus tard.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité auprès de l'employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole, au titre des indemnités journalières.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié, dans les 12 mois précédents, du nombre maximal de jours donnant lieu à complément de rémunération par l'employeur au titre des obligations légales sur la mensualisation, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du 1^{er} jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l'exclusion des accidents de trajet – et à compter du 8^e jour dans tous les autres cas.

Garantie incapacité permanente

Après 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, le salarié bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail d'une pension ou d'une rente qui vient en complément de la pension ou de la rente versée par la caisse de mutualité sociale agricole. Cette rente ou pension s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole en maintien du salaire brut perçu quelles que soient les conditions d'ancienneté et ne pouvant pas dépasser le salaire que l'intéressé aurait perçu s'il avait travaillé.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou reconstitués.

Cette rente ou pension est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension ou une rente de la mutualité sociale agricole. Elle est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension ou rente. Cette rente ou pension prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse.

Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture du droit seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès des organismes assureurs sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- les revalorisations futures, portant sur les indemnités journalières, en cours de service au jour de la résiliation ainsi que les prestations différées liées à l'aggravation du risque, selon les modalités prévues avec l'organisme désigné à l'article 6 ;
- le bénéfice des garanties décès est versé par l'ancien organisme assureur, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités journalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente professionnelle ou d'invalidité versées par un organisme assureur en application d'un contrat souscrit antérieurement, sous réserve que le maintien de ces garanties ne soit pas déjà prévu par un contrat antérieur.

Toutefois, le bénéfice des garanties décès sera versé par le nouvel organisme assureur désigné à l'article 3 si :

- d'une part, les entreprises concernées communiquent un état détaillé des salariés en arrêt de travail dans le trimestre civil suivant la date d'adhésion ;
- d'autre part, si le précédent organisme assureur transmet les provisions effectivement constituées à la date de la résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

Les garanties incapacité s'entendent à législation sociale constante.

Article 5

Adhésion et antériorité

Tout employeur ayant une activité définie à l'article 1^{er} du présent accord est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés à l'article 3 du présent accord, à l'organisme gestionnaire désigné à l'article 6, en application des modalités fixées entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné.

Par conséquent, les entreprises qui auraient souscrit antérieurement un régime de prévoyance ayant le même objet auprès d'autres organismes assureurs sont tenues de résilier leur contrat afin de rejoindre la mutualisation.

Article 6

Gestion du régime prévoyance

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans le présent accord et la mutualisation entre les salariés et employeurs, les organisations signataires ont convenu, après avoir procédé à un appel d'offres, de désigner Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les modalités et conditions de gestion sont définies dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Article 7

Cotisations

1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés définis à l'article 3 du présent accord sur la base des rémunérations brutes.

2. Taux de cotisations et répartition

Les cotisations relevant du complément de rémunération mensualisation et de l'assurance charges patronales, aux taux de 0,40 % et 0,15 %, sont uniquement à charge des employeurs.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant le capital décès, l'allocation frais d'obsèques, l'indemnité journalière en relais du complément de rémunération pour l'incapacité temporaire de travail et la rente de l'incapacité permanente est réparti à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Capital décès, rente d'éducation, frais d'obsèques	0,18 %	0,18 %	0,36 %
Incapacité temporaire de travail			
– complément de rémunération mensualisation	0,40 %	–	0,40 %
– cotisations assurances charges patronales	0,15 %	–	0,15 %
– relais complément de rémunération	0,02 %	0,30 %	0,32 %
Incapacité permanente professionnelle	0,29 %	0,01 %	0,30 %
Reprise des encours	0,0025 %	0,0025 %	0,005 %
Total	1,04 %	0,49 %	1,53 %

Ces taux de cotisations sont garantis par l'organisme gestionnaire pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2010.

3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la mutualité sociale agricole pour le compte de l'organisme gestionnaire selon les modalités définies entre l'organisme gestionnaire et la mutualité sociale agricole.

4. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à un complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès ainsi que les garanties frais de santé peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur, et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès sont maintenues, sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisations.

Article 8

Clause de réexamen. – Dénonciation

Le régime d'assurance prévoyance mis en œuvre par le présent accord fera l'objet d'un réexamen, dans un délai qui ne pourra excéder 3 ans à compter de la date de son entrée en vigueur, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en revoir, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garanties que de financement et de choix de l'organisme assureur.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du terme du préavis.

En cas de dénonciation, les partenaires sociaux devront se réunir dans les 6 mois suivants, afin d'étudier les termes d'un éventuel nouvel accord.

Article 9

Accord de gestion spécifique et suivi du régime

Les modalités de mise en œuvre pratique des garanties prévues par le présent accord font l'objet d'un protocole de gestion distinct qui définit entre l'organisme assureur désigné et les partenaires sociaux notamment les modalités de suivi du régime.

Les organisations professionnelles signataires se réuniront par ailleurs une fois par an au moins, et chaque fois que jugé nécessaire à la demande de l'un des collèges (employeurs ou salariés), avec les représentants de l'organisme désigné, afin notamment :

- de faire le point des entreprises et salariés relevant du présent accord ;
- de dresser un bilan de l'application de l'accord, des évolutions et résultats globaux du régime de frais de prévoyance mis en place par l'accord ;
- d'examiner les avis relatifs à l'évolution du régime ;
- de vérifier que les objectifs professionnels et de mutualisation sont réalisés dans les meilleures conditions ;
- de consolider les différentes données statistiques sur les entreprises et les salariés.

Article 10

Dépôt et extension

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Nîmes, le 1^{er} septembre 2009.

(Suivent les signatures.)